

RAPPORT (1996) DU COMITE DES MARCHES PUBLICS (ACCORD DE 1994)

I. Généralités

1. Le présent rapport est soumis en application de l'article XXIV:7 a) de l'Accord sur les marchés publics, lequel fait obligation au Comité de procéder chaque année à un examen de la mise en oeuvre et de l'application dudit accord et d'informer chaque année le Conseil général des faits intervenus pendant la période sur laquelle a porté cet examen.

2. L'Accord sur les marchés publics est entré en vigueur le 1er janvier 1996. Ce premier rapport couvre la période qui va de janvier à septembre 1996 et il rend compte également, le cas échéant, des travaux préparatoires menés par le Comité intérimaire des marchés publics avant l'entrée en vigueur de l'Accord. Le Comité des marchés publics a tenu trois réunions en 1996: le 27 février, le 4 juin et le 20 septembre (GPA/M/1 à 3). Le Comité intérimaire des marchés publics a tenu six réunions en 1994 et 1995 (GPA/IC/M/1 à 6). Son rapport au Comité a été distribué sous la cote GPA/IC/9.

3. Sont Parties à l'Accord les Membres de l'OMC suivants: Canada, Communautés européennes et leurs 15 Etats membres, Corée, Etats-Unis, Israël, Japon, Norvège, Pays-Bas pour le compte d'Aruba¹ et Suisse. Six autres Membres de l'OMC ont le statut d'observateur, à savoir l'Australie, la Colombie, l'Islande, le Liechtenstein, Singapour et la Turquie. Deux pays non Membres de l'OMC ont aussi le statut d'observateur: la Lettonie et le Taïpei chinois.

II. Mise en oeuvre de l'Accord

Modifications apportées aux Appendices de l'Accord

4. L'article XXIV:6 de l'Accord exige des Parties qu'elles notifient les rectifications de pure forme ou les autres modifications se rapportant aux Appendices I à IV qui définissent le champ d'application mutuellement convenu de l'Accord. Les rectifications ou modifications qui en découlent ne prennent effet que lorsqu'elles ont été convenues suivant la procédure prévue dans cet article.

5. Avant l'entrée en vigueur de l'Accord, les Etats-Unis et la Norvège ont procédé à des rectifications de pure forme en application de la Décision pertinente du Comité intérimaire (GPA/IC/M/1, annexe 2). La rectification apportée par les Etats-Unis à l'Appendice II en ce qui concerne les publications des Etats avec effet au 23 décembre 1994 était accompagnée d'une liste des publications en question (GPA/IC/W/10) et la rectification apportée par la Norvège avec effet au 15 décembre 1994 portait sur les noms des entités énumérées à l'Appendice I, annexe 1 (GPA/IC/W/8).

6. Au moment de la signature de l'Accord à Marrakech en avril 1994, les Communautés européennes et les Etats-Unis négociaient un accord bilatéral élargissant les avantages mutuels qu'ils tiraient de l'Accord; ils en ont communiqué le détail - y compris les modifications envisagées - au

¹A compter du 25 octobre 1996.

Comité intérimaire le 15 juin 1994. A sa réunion du 7 décembre 1995, le Comité intérimaire a admis que les Communautés européennes et les Etats-Unis avaient satisfait aux conditions procédurales posées par la décision du Groupe de travail informel des négociations (GPA/IC/3) pour incorporer les modifications proposées dans les annexes de l'Appendice I, lesquelles ont été présentées le 22 décembre 1995 (GPA/IC/10).

7. Après l'entrée en vigueur de l'Accord, le Japon et les Etats-Unis ont notifié les modifications qu'ils entendaient apporter à l'Appendice I, suite à l'accord bilatéral qu'ils avaient conclu concernant l'élargissement du champ d'application de l'Accord (GPA/W/1 et GPA/W/2). Les modifications qui en découlent pour l'Appendice I ont pris effet le 25 février 1996. Par suite de l'accord bilatéral conclu entre la Norvège et les Etats-Unis, d'autres modifications apportées à l'Appendice I sont entrées en vigueur le 17 août 1996 (GPA/W/22 et GPA/W/23). Les discussions actuellement en cours entre d'autres Parties pourraient aboutir à un nouvel élargissement du champ d'application de l'Accord.

8. Le Comité a également discuté des suites données par le Canada à l'offre qu'il avait faite d'inclure dans sa liste des entités des gouvernements sous-centraux et des entreprises de ses dix provinces, sur la base des engagements reçus de ces provinces, et de communiquer une liste définitive dans les 18 mois suivant la conclusion de l'Accord, offre qui est consignée dans l'Appendice I, annexes 2 et 3. Aux deux dernières réunions du Comité intérimaire, le Canada a lié la présentation de cette liste à l'élargissement de l'accès aux marchés dans les secteurs considérés comme prioritaires par les exportateurs canadiens et à l'amélioration de la sécurité de l'accès, laquelle passait par une limitation des marchés réservés aux petites entreprises et des autres exceptions au titre de l'Accord (GPA/IC/M/5 et 6). Le Canada s'en est tenu à cette position pendant les trois premières réunions du Comité en 1996 (GPA/M/1 à 3). Certaines autres Parties se sont dites déçues par l'évolution de la situation, ont souligné que le Canada devait honorer les engagements qu'il avait pris, et ont indiqué que les problèmes soulevés par ce pays en rapport avec l'élargissement du champ de l'Accord ne pourraient être traités qu'une fois qu'il aurait présenté des offres conformes aux engagements consignés dans ses annexes 2 et 3. Le Canada a affirmé qu'il ne contractait pas d'obligations au sujet des annexes 2 et 3 et redit que le champ d'application devait être fondé sur les engagements pris par les provinces. Il a aussi affirmé que, n'ayant reçu aucun engagement, il n'était pas tenu de présenter une offre au titre de ces annexes.

Accession

9. Le 27 février 1996, à sa première réunion, le Comité a conclu le processus d'accession de deux nouveaux Membres de l'OMC à l'Accord, processus qui avait été entamé avant l'entrée en vigueur de celui-ci, en adoptant sur la base des rapports du Comité intérimaire (GPA/IC/6 et GPA/IC/7) les Décisions sur l'accession du Royaume des Pays-Bas pour le compte d'Aruba et du Liechtenstein et en invitant ces Membres à accéder à l'Accord selon les modalités énoncées dans les annexes desdites décisions (GPA/2 et GPA/3). Le Royaume des Pays-Bas pour le compte d'Aruba a déposé son instrument d'accession le 25 septembre 1996 (WT/Let/111 et GPA/7). Le Liechtenstein quant à lui n'a pas encore déposé son instrument d'accession.

10. Singapour a demandé à accéder à l'Accord en novembre 1995. A la suite des consultations bilatérales qui ont eu lieu entre Singapour et les Parties en 1996, le Comité a adopté à sa réunion du 20 septembre 1996 une décision invitant Singapour à accéder à l'Accord selon les modalités énoncées dans l'annexe de ladite décision (GPA/6). Singapour n'a pas encore déposé son instrument d'accession.

11. Le Taipei chinois a demandé à accéder à l'Accord en juin 1994 (GPA/IC/5). A ses réunions de février et juin 1996, le Comité a été informé des consultations bilatérales qui avaient lieu entre la délégation du Taipei chinois et les Parties à l'Accord sur la base de l'offre révisée faite par celui-ci, l'objectif étant de conclure le processus d'accession dans les derniers mois de 1996. A sa réunion

de septembre, le Comité a été informé des nouvelles améliorations apportées par le Taipei chinois à son offre.

Décisions sur les questions de procédure

12. Le 27 février 1996, lors de sa première réunion, le Comité des marchés publics a adopté différentes décisions sur des questions de procédure: participation des observateurs aux travaux du Comité; accession à l'Accord; procédures intérimaires pour la distribution des documents et pour la mise en distribution générale de documents, en attendant les procédures définitives (GPA/1). Ces décisions qui, entre autres choses, donnent aux Membres de l'OMC non Parties à l'Accord la possibilité de participer en qualité d'observateurs aux travaux du Comité, de recevoir les documents du Comité et d'accéder à l'Accord ont été transmises au Conseil général pour en informer l'ensemble des Membres de l'OMC (WT/L/146). A sa réunion de septembre, le Comité est convenu d'aligner ses procédures de distribution et de mise en distribution générale des documents sur celles qui ont été adoptées par le Conseil général le 18 juillet 1996 (WT/L/160/Rev.1).

13. A sa réunion du 27 février 1996, le Comité a également adopté une décision sur les modalités relatives à la notification des valeurs de seuil en monnaies nationales (GPA/1). Toutes les Parties ont notifié leurs valeurs de seuil dans leurs monnaies respectives pour 1996-1997 ainsi que les méthodes suivies pour les déterminer (GPA/W/12 et Addenda 1 à 6).

14. A sa réunion du 4 juin 1994, le Comité a adopté une Décision sur les modalités de notification des lois nationales d'application, y compris les réponses à une liste de questions (GPA/1/Add.1). La date limite qui y est fixée pour la présentation des notifications est le 31 décembre 1996.

Etablissement d'un guide pratique concernant le nouvel Accord

15. Après avoir procédé à un échange de vues sur l'opportunité d'élaborer à l'intention du secteur privé un guide pratique concernant le nouvel Accord et sur sa structure et sa présentation, le Comité intérimaire a estimé qu'il convenait de repousser l'examen de la question, compte tenu de ses liens avec diverses autres questions en suspens, comme celles des procédures à suivre pour notifier les lois nationales d'application et de l'utilisation des technologies de l'information dans les procédures de passation des marchés.

Etablissement d'un système à feuillets mobiles pour mettre à jour les Appendices

16. Le Comité est convenu, à sa réunion du 4 juin 1996, d'établir un système à feuillets mobiles ayant valeur juridique pour assurer la mise à jour des Appendices. Le Comité a demandé au Secrétariat d'établir et de distribuer une version actualisée des Appendices qui constituerait un point de départ pour le système à feuillets mobiles. Il est convenu que ce système, lorsqu'il serait en place, serait mis à la disposition du public via Internet.

Rapports statistiques

17. L'article XIX:5 exige des Parties qu'elles établissent et communiquent des statistiques annuelles sur les marchés visés par l'Accord. Pour que ces statistiques soient comparables, le Comité doit donner des indications concernant les méthodes à utiliser. Le Comité intérimaire a créé le Groupe de travail des rapports statistiques qu'il a chargé de proposer des lignes directrices sur la façon de satisfaire aux prescriptions de l'article XIX:5 en matière de rapports statistiques, notamment en ce qui concerne l'adoption de systèmes de classification uniforme et les méthodes à utiliser pour communiquer les statistiques sur le pays d'origine des produits et services.

18. Au vu du rapport du Groupe de travail des rapports statistiques (GPA/IC/8), le Comité est convenu à sa première réunion, le 27 février 1996, que les règles d'origine des produits utilisées aux fins de la présentation des rapports statistiques conformément à l'article XIX:5 de l'Accord seraient les mêmes que celles qui étaient appliquées en vertu de l'article IV et utilisées dans le cours normal des échanges commerciaux. Le Comité a par ailleurs repoussé l'application de l'obligation de produire des statistiques sur l'origine des services jusqu'à ce que des règles satisfaisantes aient été définies pour la détermination de l'origine des services. A sa réunion du 4 juin 1996, le Comité a adopté les systèmes de classification des marchandises et des services à utiliser pour l'établissement des rapports statistiques prévus dans l'Accord (GPA/4). Des Parties ont affirmé qu'il vaudrait peut-être mieux recourir à d'autres moyens pour répondre à l'objectif de la présentation des rapports statistiques, qui était de fournir des renseignements et de permettre un examen en relation avec les obligations des Parties.

Autres questions

19. Conformément aux dispositions du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Annexe 2 de l'Accord instituant l'OMC), le Comité a porté à la connaissance de l'Organe de règlement des différends (ORD) les règles et procédures spéciales ou additionnelles relatives au règlement des différends figurant dans l'Accord sur les marchés publics à savoir l'article XXII, paragraphes 2 à 7 (GPA/5).

III. Travaux menés dans le cadre du programme de travail implicite

Technologies de l'information

20. L'article XXIV:8 appelle les Parties à tenir régulièrement des consultations au Comité concernant l'évolution de l'utilisation des technologies de l'information dans le domaine des marchés publics et, si nécessaire, de négocier des modifications de l'Accord. Pour permettre au Comité de s'acquitter à l'avenir de ses responsabilités à cet égard, le Comité intérimaire a recueilli, au moyen d'un questionnaire (GPA/IC/W/4/Rev.1) et à l'occasion de discussions (GPA/IC/M/1 à 6), des informations sur l'utilisation par les différents signataires des technologies de l'information pour la passation des marchés. Ces informations ont soulevé un certain nombre de questions concernant l'accès aux possibilités de passation de marchés indiquées dans les bases de données en ligne et la présentation des soumissions par des moyens électroniques ou le commerce électronique d'une part, la coopération et la coordination des systèmes nationaux d'autre part (GPA/IC/W/18). Les travaux sur les technologies de l'information ont porté principalement sur la nécessité d'assurer, au travers des technologies de l'information, un accès non discriminatoire aux possibilités de passation de marchés et sur les modifications qu'il conviendrait le cas échéant d'apporter à l'Accord pour maîtriser les bienfaits de ces technologies. Les Etats-Unis, les Communautés européennes et la Norvège ont présenté des communications recensant un certain nombre de domaines qui mériteraient une plus grande attention si l'on voulait intégrer les progrès des technologies de l'information (GPA/IC/W/36, GPA/W/13 et GPA/W/14). Par ailleurs, le Secrétariat a établi une liste des questions reçues au sujet des conséquences de l'évolution des technologies de l'information, qui définissait aussi les possibilités de faire avancer les travaux dans ce domaine (GPA/W/15). Les discussions au sujet de ces possibilités à la deuxième réunion du Comité, le 4 juin 1996, ont abouti aux résultats suivants. Premièrement, le Secrétariat a révisé le questionnaire sur les technologies de l'information (GPA/IC/W/4/Rev.1) ainsi qu'il était proposé dans le document GPA/W/15 (GPA/W/24). Deuxièmement, le Secrétariat a établi une note factuelle sur les aspects de l'Accord dont il avait été estimé qu'ils devraient peut-être être réexaminés à la lumière des technologies de l'information, indiquant les dispositions pertinentes de l'Accord et appelant l'attention sur tout renseignement pertinent quant à l'historique de leurs négociations (GPA/W/25). Troisièmement, la délégation des Etats-Unis a fourni des renseignements sur le projet pilote lancé dans le cadre de l'APEC sur l'accès aux banques de données nationales (GPA/M/3). Quatrièmement, la Communauté européenne, en collaboration avec la Norvège, élaborerait un document recensant, entre autres choses, les questions

techniques liées aux technologies de l'information qui devraient éventuellement être soumises à des experts. Le Comité est déterminé à poursuivre avec la plus grande diligence ses travaux sur les technologies de l'information pour en maîtriser les bienfaits tout en préservant et, si possible, en améliorant les possibilités d'accès non discriminatoires.

Examen triennal

21. L'article XXIV:7 b) et c) de l'Accord prévoit que, au plus tard à l'expiration de la troisième année à compter de la date d'entrée en vigueur, les Parties doivent engager de nouvelles négociations en vue d'améliorer l'Accord, d'en étendre le plus possible la portée entre toutes les Parties et d'éliminer les mesures et pratiques discriminatoires qui peuvent subsister. A la réunion du Comité du 4 juin 1996, il a été suggéré, en vue de faciliter l'accession du plus grand nombre de pays et d'adapter l'Accord aux nouvelles technologies, d'engager les négociations en 1997 et de les faire porter entre autres sur les points suivants: i) extension du champ d'application de l'Accord, notamment à des secteurs qui en sont actuellement exclus; ii) renforcement de la sécurité de l'accès aux marchés dans le cadre de l'Accord; iii) élimination des mesures et pratiques discriminatoires; et iv) simplification et amélioration de l'Accord. Des Parties ont dit qu'il fallait avoir une plus longue expérience du fonctionnement de l'Accord avant d'engager des négociations visant à en accroître le champ d'application.

IV. Questions à porter à l'attention de la Conférence ministérielle

22. Le Comité est convenu d'engager rapidement un examen, qui débiterait en 1997 avec l'étude des modalités, en vue de la mise en oeuvre de l'article XXIV:7 b) et c) de l'Accord. Cet examen portera, en particulier, sur les éléments suivants:

- extension de la portée de l'Accord;
- élimination des mesures et pratiques discriminatoires qui faussent les procédures ouvertes de passation des marchés;
- simplification et amélioration de l'Accord, y compris, le cas échéant, adaptation aux progrès faits dans le domaine des technologies de l'information.

23. Cet examen visera à accroître la participation à l'Accord en le rendant plus accessible aux pays non Parties.

24. Les membres du Comité prennent note des travaux en cours sur les marchés publics dans le cadre du Conseil du commerce des services et des propositions concernant un programme de travail multilatéral sur les marchés publics faites en vue de la Conférence ministérielle de Singapour. Les Parties à l'Accord sur les marchés publics entendent soutenir tous les travaux multilatéraux sur les marchés publics qui pourraient faire l'objet d'une décision de la Conférence ministérielle et participer activement à de tels travaux, sans préjudice de l'action qu'elles mènent pour améliorer l'Accord et en étendre la portée et encourager un plus grand nombre de Membres de l'OMC à en devenir Parties.